**« Le Parti travailliste ne participera pas à un référendum qui n’a d’autodétermination que le nom »**

Le choix a été acté lors du congrès extraordinaire réuni ce samedi, à Nouméa: le Parti travailliste ne participera pas au référendum du 4 novembre. Selon le mouvement politique, les conditions de sincérité et de justice ne sont pas réunies.

© NC LA 1ÈRE Louis-Kotra Uregei annonçant la décision ce samedi 14 juillet, à la Vallée-du-Tir.

Par Françoise Tromeur

Publié le 14/07/2018 à 18:29, mis à jour le 15/07/2018 à 19:30

«Nous ne participerons pas au référendum du 4 novembre.» Voilà ce qu’a décidé ce samedi le Parti travailliste, qui réunissait ses militant pour débattre sur le sujet. Des militants venus avec un questionnaire. Parmi les points évoqués, celui de savoir si le référendum en sera réellement un. «Non», répond le Parti travailliste. Est-ce que les conditions de sincérité, de respect et de justice sont réunies ? «Non», estime le PT. Autre question: est-ce que les accords successifs ont permis au peuple kanak d’être reconnu dans son propre pays ? Non, répond là encore le Parti travailliste.

«Une position réaliste»

«C’est une position qui est réaliste, explique son président, Louis-Kotra Uregei. Le Parti travailliste ne participera pas à un référendum qui n’a d’autodétermination que le nom. Pour nous, c’est un plan de l’Etat pour emmener le peuple kanak dans une voie sans issue.»

«Nous voulons que dans ce pays, la réalité kanak existe et nous ne voulons pas devenir demain une communauté noyée dans le peuple calédonien.»

Congrès en novembre à Maré

Et de poursuivre: «Nous, nous refusons ça. Nous refusons de nous résigner à ce plan. Et nous allons parcourir le pays pour dire que nous méritons autre chose. Que nous avons été trompés pendant des décennies et que, aujourd’hui, le peuple kanak doit relever la tête et dire partout «non». Non, nous, nous voulons que dans ce pays, la réalité kanak existe et nous ne voulons pas devenir demain une communauté noyée dans le peuple calédonien.» Le Parti travailliste organisera un prochain congrès à Maré, en novembre, lors duquel il entend présenter son projet de société et une constitution pour le pays.

Le doute planait depuis des mois

Le mouvement indépendantiste laissait planer le doute sur cette participation depuis plusieurs mois. Lors d'une conférence de presse donnée à la mi-mai, après la visite d'Emmanuel Macron en Calédonie, Louis-Kotra Uregei n'avait pas tranché. Mais annoncé la prise de décision pour cette date du 14 juillet, sans toutefois parler de boycott.